

TENDANCES INTERNATIONALES - Un peu plus de croissance attendue en 2017 pour l'économie mondiale ... mais aussi un peu plus de risques

Selon les dernières prévisions du FMI (janvier 2017), la **croissance mondiale pour l'année 2016 a été estimée à +3,1%**, soit en léger repli de 0,1 point par rapport à celle enregistrée au cours de l'année 2015.

En 2017, elle devrait s'accroître modérément, à la fois dans les économies avancées (+1,9% après +1,6%) et dans les pays émergents (+4,5% après +4,1%), pour atteindre +3,4%. Cette prévision reste toutefois empreinte de nombreux aléas relatifs particulièrement à l'incertitude qui entoure l'orientation de la politique menée aux États-Unis et de ses possibles retombées à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, en effet, la normalisation des taux d'intérêt ne fait plus question outre-atlantique, reste toutefois à connaître sa vitesse et son point d'arrivée. Elle se traduit déjà par des mouvements de capitaux, une appréciation du dollar et inversement une dépréciation des monnaies des pays émergents.

Dans la zone euro, les conditions de négociation du Brexit, ou encore, l'incertitude des scrutins à venir en France et en Allemagne représentent aussi des facteurs d'aléas à la prévision. Enfin, on peut également s'interroger aujourd'hui sur l'impact à venir sur la croissance mondiale de probables politiques en rupture avec une économie de plus en plus ouverte et mondialisée (renégociation d'accords commerciaux, retour du protectionnisme,...).

☞ Commerce mondial et matières premières : pas encore de réel rebond dans un contexte de demande toujours contrainte

Sur l'année écoulée, le commerce mondial en valeur est demeuré peu dynamique en s'inscrivant en repli de 2,6% comparé à 2015. Si les cours (bas) du pétrole ont eu un impact sur cette tendance, les volumes de biens échangés ont été aussi plus mesurés que les années antérieures compte tenu du ralentissement de la demande chinoise et de celles d'autres pays émergents (Brésil, Russie notamment).

Cette relative faiblesse de la demande mondiale continue également de **contraindre les cours des matières premières, qui malgré une tendance au rebond depuis plus d'un an restent toujours bas**, très loin des plus hauts niveaux enregistrés en 2008 ou sur la période 2011-2013.

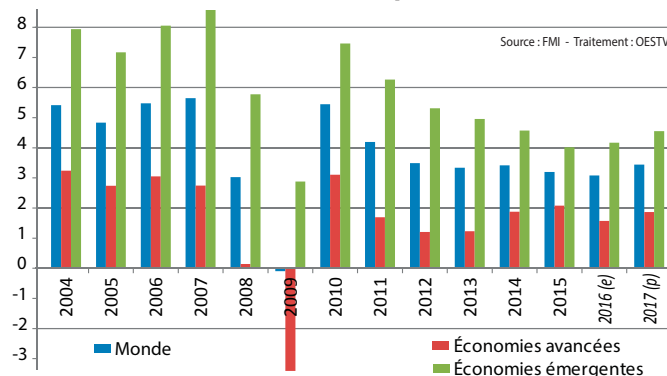
L'indice d'ensemble des matières premières *CRB Commodity Index* enregistre bien un rebond de +19% comparé à son point bas de février 2016 ... mais s'inscrit toujours en repli de 50% comparé au printemps 2011.

Le baril de pétrole (London Brent oil) s'établit sur un an à début avril 2017 en hausse de 42% passant de 38 à 53\$. Il demeure toutefois encore très loin de ses sommets de 2008 (144\$) ou, plus récemment, de 2012 (125\$).

Nombre de métaux bénéficient également de la poursuite d'une correction entamée fin 2015 (sur un an à début avril 2017 : aluminium +28%, nickel +19%, étain +21%, zinc +49%, cuivre +22%), même s'ils demeurent aussi, pour la plupart d'entre eux (hormis le zinc), nettement en dessous de leurs plus hauts niveaux historiques.

Enfin, l'indice des produits alimentaires (oléagineux, céréales, denrées tropicales, sucre, viande bovine) propose, selon l'Insee, une tendance également haussière sur un an à février 2017 (+4,7% ... mais toujours -13% comparé à mi 2014) mais toujours très fluctuante.

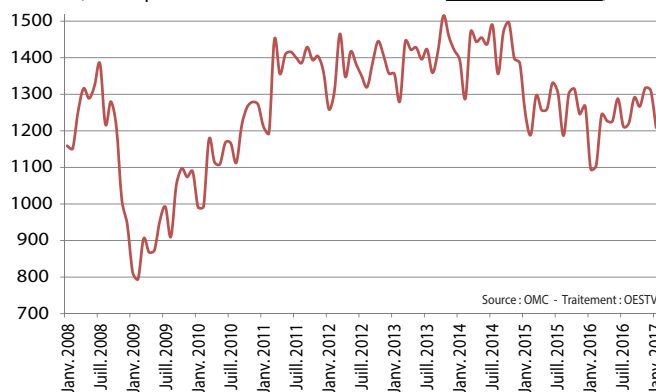
Croissance mondiale depuis 2004 (en %)



Croissance du PIB et prévisions (en %)

	2015	2016 (e)	2017 (p)
ZONE EURO	+2,0	+1,7	+1,6
France	+1,3	+1,3	+1,3
Allemagne	+1,5	+1,7	+1,5
Espagne	+3,2	+3,2	+2,3
Italie	+0,7	+0,9	+0,7
Royaume-Uni	+2,2	+2,0	+1,5
États-Unis	+2,6	+1,6	+2,3
Japon	+1,2	+0,9	+0,8
ÉCONOMIES AVANÇÉES	+2,1	+1,6	+1,9
Chine	+6,9	+6,7	+6,5
Inde	+7,6	+6,6	+7,2
Brésil	-3,8	-3,5	+0,2
Russie	-3,7	-0,6	+1,1
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,1	+4,1	+4,5
MONDE	+3,2	+3,1	+3,4

Échanges mondiaux de marchandises de 2008 à janv. 2017 (sens exportations - données mensuelles en milliards de dollars)



Indice d'ensemble des matières premières CRB (au 28 mars 2017)



☞ **Zone euro - La croissance s'installe mais n'accélère pas encore franchement**

En zone euro, la croissance s'est globalement renforcée en fin d'année 2016 soutenue par un euro bas, une consommation des ménages plutôt dynamique et un regain de l'investissement productif. Parmi les 4 grandes économies de la zone, seule l'Italie est restée un peu en retrait (PIB à +0,2% après +0,3% au 3^{ème} trimestre) tandis que l'activité prenait plus de corps en Espagne (+0,7% aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres), en Allemagne (+0,4% après +0,1%) et en France (+0,4% après +0,2%).

Ce renforcement de l'activité traduit un climat des affaires globalement mieux orienté depuis mi-2016 notamment dans l'industrie manufacturière (euro, pétrole toujours assez bon marché, taux d'intérêt encore bas). Dans les 4 grandes économies européennes, le moral des entrepreneurs demeure au-dessus de son niveau normal et **continue même de s'améliorer en ce début d'année 2017**.

Du côté des ménages, la poursuite de l'amélioration du marché du travail contribue à alimenter plus solidement la consommation. En février 2017, le taux de chômage dans la zone euro s'établit désormais à 9,5% de la population active, contre 10,3% un an plus tôt. On y dénombre aujourd'hui 16,1 millions de demandeurs d'emploi contre 17 millions il y a un an et 19,3 millions en avril 2013.

Les prévisions anticipent une activité dynamique en zone euro au 1^{er} semestre 2017 mais plus incertaine ensuite : **au total, la croissance resterait proche de celle observée en 2016**. La hausse de l'inflation (assez nette ces derniers mois) alimente en effet déjà une remontée des taux et devrait également contraindre la BCE à ralentir progressivement ses mesures non conventionnelles et resserrer ainsi de fait l'accès au crédit. Par ailleurs, les prochaines échéances électorales, les négociations autour du Brexit et les questions sur l'avenir du projet européen pourraient également peser sur l'activité.

☞ **Royaume-Uni - Brexit : ralentissement en vue**

Si les données économiques depuis le référendum du 24 juin 2016 (emploi à un niveau record, chômage très bas, forte consommation des ménages qui a soutenu la croissance, moral des entrepreneurs) semblent avoir déjoué tous les pronostics relatifs aux conséquences du Brexit, **la grande majorité des observateurs anticipe cependant toujours des impacts négatifs non négligeables sur l'économie britannique dès 2017**.

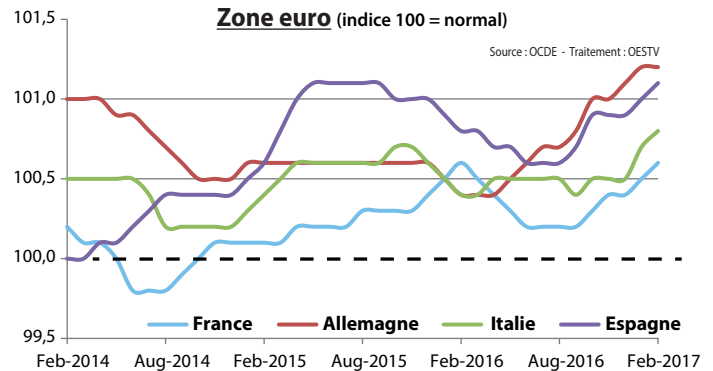
L'activation du processus de sortie de l'Union a été actée, des tensions politiques sont déjà perceptibles (chèque pour solde de tout compte auprès de l'Union européenne, cas de Gibraltar, ...) et les effets économiques devraient être progressivement plus sensibles à la fois sur les échanges extérieurs, le pouvoir d'achat des ménages (la Livre pourrait continuer de baisser et freiner la consommation) et les investissements des entreprises.

En conséquence, après une année 2016 pendant laquelle l'activité a été plus forte que prévue (PIB à +2,0%), une modération est attendue pour 2017 (+1,5% en prévision).

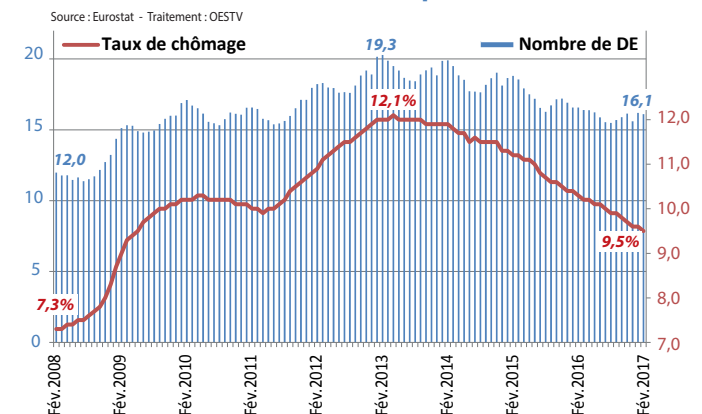
☞ **États-Unis : optimisme postélectoral (?)**

Après une année 2016 en demi teinte (croissance de +1,6%, inférieure à celle observée en zone euro, et en repli de 1 point comparé à 2015), **2017 semble s'annoncer comme une année dynamique portée par les promesses du candidat élu** (vaste programme de relance budgétaire, baisses massives d'impôts notamment pour les entreprises, redressement de l'appareil productif US, ...). Depuis quelques mois, en effet, la confiance des ménages et des entreprises s'est nettement améliorée : elle devrait se traduire par une consommation toujours robuste et des investissements productifs en hausse entraînant une croissance encore solide. **En prévision, l'activité progresserait de 2,3% outre-atlantique en 2017**. Des risques ne sont toutefois pas à écarter. Ils reposent, d'une part, sur des questions de politique intérieure et particulièrement sur la capacité de Trump à mettre en œuvre son programme face à l'hostilité franche d'une partie de sa majorité au Congrès (cf. échec de Trump sur l'Obamacare). Par ailleurs, ils relèvent de questions de politique extérieure et notamment des conséquences potentielles sur l'économie américaine d'un retour au protectionnisme (désorganisation des chaînes logistiques, hausse des prix, mesures de rétorsion des partenaires commerciaux, ...).

Climat des affaires dans l'industrie manufacturière



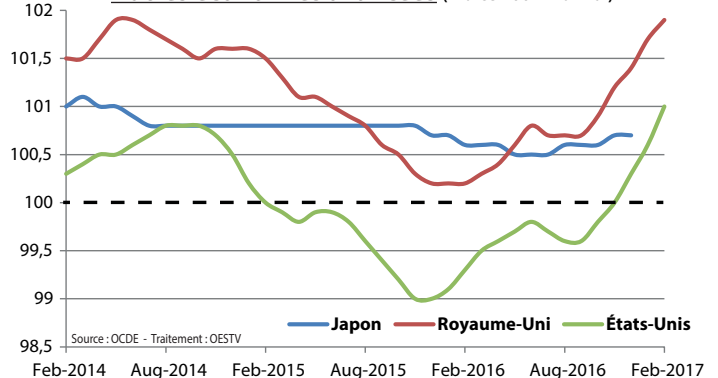
Zone euro (19) - Taux de chômage (en %) et nombre de demandeurs d'emploi (en millions)



Taux de change euro/dollar (journalier au 03/04/2017)



Climat des affaires dans l'industrie manufacturière



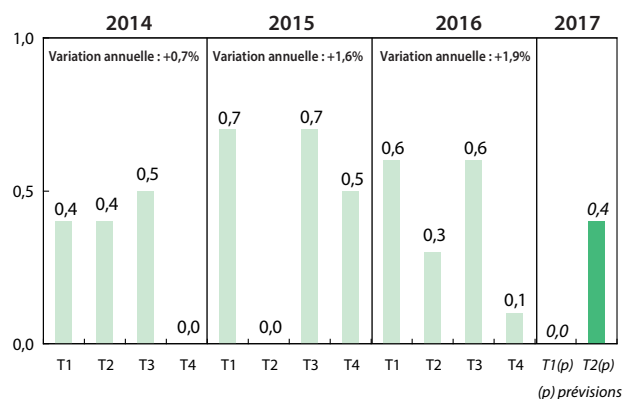
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES - De nouveau en accélération sur 2016 en raison principalement de la dynamique de l'emploi

Au 4^{ème} trimestre 2016, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) ralentit sa croissance à +0,1% (après +0,6% sur le 3^{ème} trimestre 2016), en raison principalement d'un rebond des impôts (l'impôt sur le revenu repart à la hausse à +1,3% au 4^{ème} trimestre après s'être replié de -1,1% au 3^{ème}).

Toutefois, sur l'ensemble de l'année 2016, il a accéléré de +1,9% (après +1,6% en 2015 et +0,7% en 2014) en raison principalement de la progression de la masse salariale (+2,3% en 2016 contre +1,6% en 2015) dans un contexte de dynamisme de l'emploi marchand et de stabilité des prix à la consommation en 2016.

En prévision sur le début d'année 2017, le pouvoir d'achat ralentirait (+0,4% au 1^{er} semestre 2017, après +0,7% au 2^{ème} semestre 2016) en raison, notamment, d'une accélération de l'inflation (+0,8% en prévision, après +0,4%).

Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (variation T/T-1 en %)



MORAL DES MÉNAGES - Retour à son niveau d'avant crise

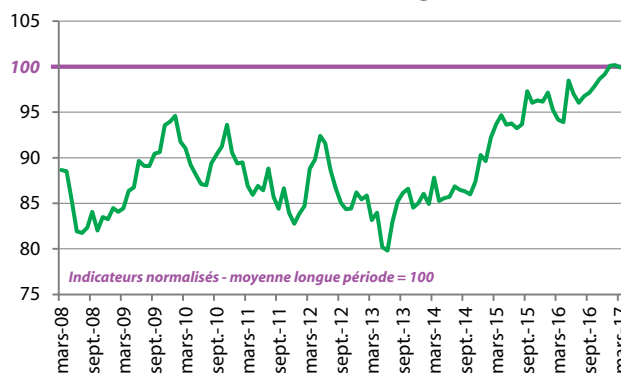
En mars 2017, la confiance des ménages est stable (l'indicateur synthétique se maintient à 100, sa moyenne de longue période) à un niveau qui n'avait plus été atteint depuis octobre 2007.

L'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle passée est quasi stable (+1 point) tandis que celle relative à leur situation financière personnelle future se détériore quelque peu (-2 points).

Le solde d'opinion sur leur capacité d'épargne varie peu : le solde sur leur capacité actuelle s'améliore d'un point et celui sur leur capacité future en perd un. Les deux soldes se situent au-dessus de leur moyenne de long terme.

Enfin, concernant le niveau de vie passé (+1 point) et futur (-1 point), l'opinion des ménages est quasi inchangée.

Indicateur du moral des ménages en France



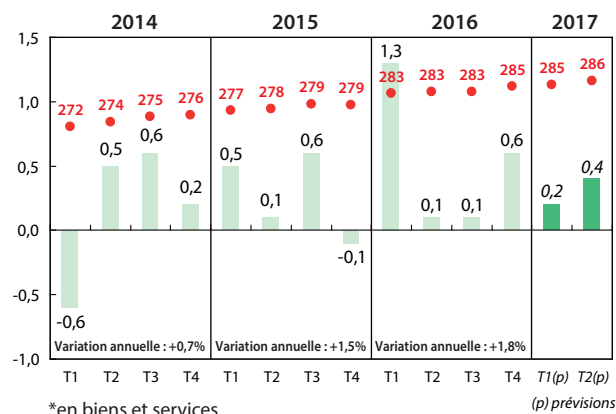
CONSOMMATION DES MÉNAGES - Se redresse au 4^{ème} trimestre 2016 après deux trimestres de quasi-stagnation

Au 4^{ème} trimestre 2016, les dépenses de consommation des ménages se redressent (+0,6%) après deux trimestres atones (+0,1%). Les dépenses en biens ont nettement rebondi (+0,9% après -0,4%), notamment celles en énergie (+3,7% après -1,5%) et en automobiles (+2,3% après +0,1%). À l'inverse, la consommation en services a légèrement ralenti (+0,3% après +0,5%).

En moyenne sur l'année 2016, la consommation des ménages a accéléré (+1,8% après +1,5% en 2015), en lien avec leur pouvoir d'achat (+1,9% après +1,6%).

Au 1^{er} semestre 2017, la consommation des ménages ralentirait (+0,2% au 1^{er} trimestre et +0,4% au 2^{ème} trimestre), répercutant en partie l'essoufflement de leur pouvoir d'achat.

Évolution trimestrielle de la consommation* des ménages (variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



INVESTISSEMENT DES MÉNAGES - Après 4 années de repli, l'investissement des ménages rebondit enfin en 2016

L'investissement des ménages (essentiellement en logements : achat et entretien-amélioration) a continué d'augmenter nettement de +0,7% au 4^{ème} trimestre 2016 (après +0,7% au 3^{ème} trimestre), le nombre de mises en chantier n'ayant cessé de croître depuis début 2016.

En moyenne sur l'année 2016, l'investissement des ménages a rebondi de +2,1% après 4 années de recul.

Il continuerait d'augmenter solidement au 1^{er} semestre 2017 avec un acquis de croissance annuelle qui s'établirait déjà à +2,7% à la mi-année.

TAUX DE MARGE DES SNF* - Légère hausse sur l'ensemble de l'année 2016

*sociétés non financières

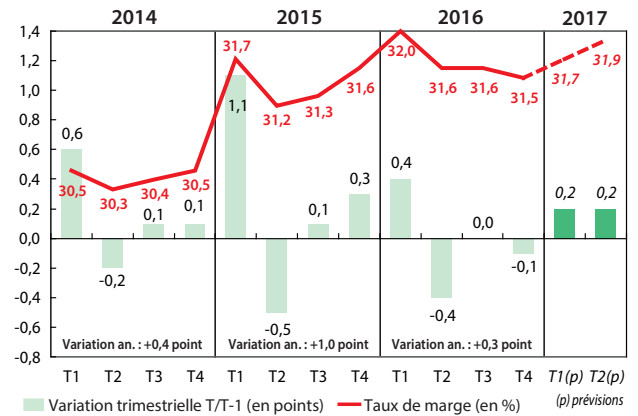
Au 4^{ème} trimestre 2016, le taux de marge (EBE/VA) des sociétés non financières est resté quasi stable à 31,5% (après 31,6% aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres).

En moyenne sur l'année 2016, le taux de marge des SNF augmente de 0,3 point et se situe à 31,7% (après 31,4% en 2015 et 30,4% en 2014). Il a été notamment soutenu par la prime à l'embauche dans les PME instituée début 2016, par la seconde phase du Pacte de responsabilité et de solidarité (depuis le 1^{er} avril) ainsi que par la poursuite de la montée en charge du CICE. A l'inverse, les salaires réels sont restés plus dynamiques que la productivité, pesant ainsi sur la hausse du taux de marge.

Au 1^{er} semestre 2017, le taux de marge pourrait de nouveau progresser légèrement et se situerait à 31,9% mi-2017.

Taux de marge des sociétés non financières

(Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES* - Nette accélération en fin d'année 2016 ... qui se prolongerait sur le 1^{er} semestre 2017

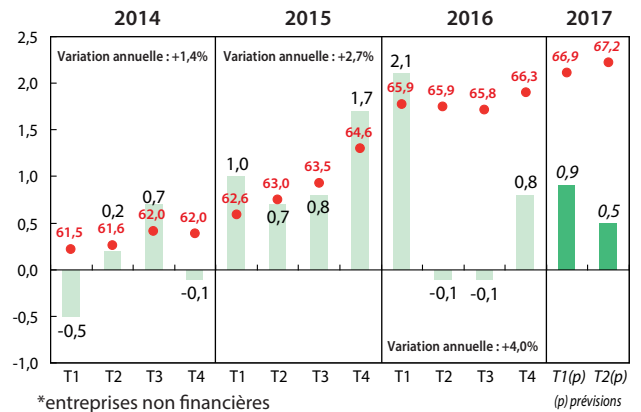
Au 4^{ème} trimestre 2016, l'investissement des entreprises (non financières) a augmenté de +0,8%, après 2 trimestres de quasi-stagnation (-0,1% aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres), du fait des dépenses en produits manufacturés (+1,7% après -2,9%), notamment en matériels de transport (+6,1% après -6,6%).

En moyenne sur l'année 2016, l'investissement des entreprises s'est accéléré (+4,0% après +2,7% en 2015 et +1,4% en 2014), soutenu par les achats en produits manufacturés (+5,4% en 2016 après +3,0% en 2015) et le redémarrage des dépenses en construction (+3,5% après -0,3%).

Au 1^{er} semestre 2017, les investissements des entreprises continueraient de progresser à un rythme soutenu (+0,9% au 1^{er} trimestre et +0,5% au 2^{ème}).

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises*

(variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



CLIMAT DES AFFAIRES - Mars 2016 : seul le bâtiment demeure légèrement en-dessous de sa moyenne de long terme

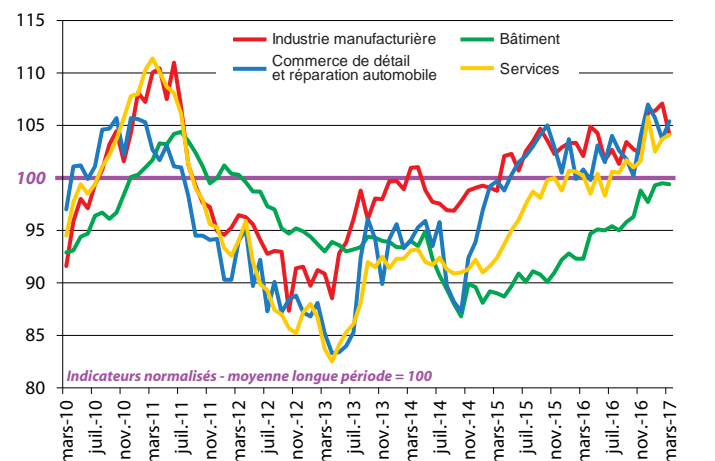
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en mars, le climat des affaires recule de 3 points après avoir atteint en février son plus haut niveau depuis juin 2011. L'indicateur synthétique (104) reste cependant au-dessus de sa moyenne de long terme. Les industriels sont un peu moins optimistes sur les perspectives générales (opinion sur l'activité de l'industrie dans son ensemble) avec un solde qui diminue légèrement mais reste bien supérieur à sa moyenne de long terme. Enfin, les carnets de commandes se dégarnissent légèrement tout en restant nettement au-dessus de la normale.

- **Bâtiment** - Le climat des affaires est quasi stable en mars : l'indicateur qui le synthétise se situe à 99, juste au-dessous de sa moyenne de long terme. L'opinion des entrepreneurs sur leur activité passée se dégrade tandis que les carnets de commandes, en hausse régulière depuis 2 ans, se replie légèrement en mars. Les capacités de production oscillent toujours faiblement autour de 87% depuis août 2016. Toutefois, les prix et les effectifs pourraient augmenter au cours des 3 prochains mois.

- **Commerce de détail / automobile** - Le climat des affaires progresse légèrement en mars : l'indicateur synthétique gagne 1 point et s'établit à 105. Les prévisions des chefs d'entreprise sont optimistes pour les prochains mois : les trois soldes relatifs aux perspectives générales d'activité, aux ventes prévues et aux intentions de commandes restent stables, au-dessus de leur niveau moyen.

- **Services marchands** - En mars, le climat des affaires reste stable : l'indicateur synthétique se situe à 104. Les perspectives générales restent favorables : les soldes relatifs à l'activité prévue, aux effectifs prévus et aux investissements prévus demeurent stables, supérieurs à leur niveau moyen.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



COMMERCE EXTÉRIEUR - Le déficit du solde commercial s'alourdit en 2016

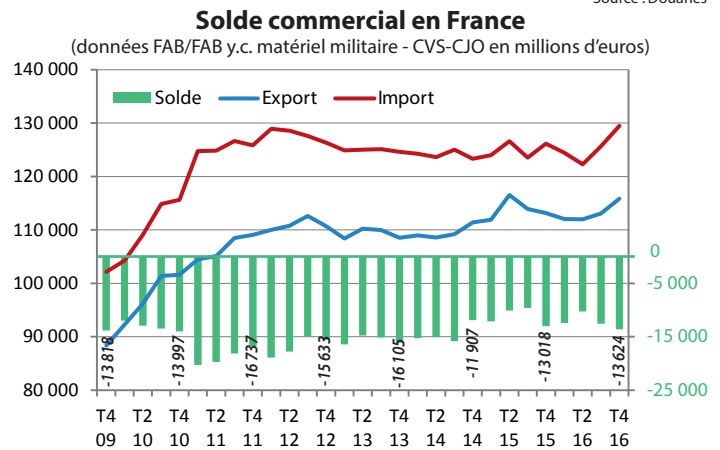
Source : Douanes

Au 4^{ème} trimestre 2016, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) s'alourdit à nouveau de 8,3% comparé au 3^{ème} trimestre 2016 pour s'établir à près de -13,6 milliards d'euros.

Dans le détail, nos exportations augmentent (+2,5% après +0,9% le trimestre précédent) mais moins rapidement que nos importations (+3,1% après +2,7%).

Sur l'ensemble de l'année 2016, le déficit de notre solde commercial a progressé de +9,1% en s'établissant à -48,9 Mds€ contre -44,8 Mds€ en 2015.

Dans le détail, nos exportations ont reculé en 2016 (-0,6% après +4,0% en 2015) tandis que, même si elles ont ralenti, nos importations ont légèrement progressé (+0,3% après +0,8%).



PIB - Accélération de l'activité en fin d'année 2016 ... qui se poursuivrait début 2017

Source : INSEE

Au 4^{ème} trimestre 2016, l'activité a accéléré à +0,4%, après +0,2% au 3^{ème} trimestre et -0,1% au 2^{ème}. Les dépenses de consommation des ménages ont été plus dynamiques au 4^{ème} trimestre (+0,6% après +0,1%), de même que l'investissement (+0,5% après +0,2%). Au total, la demande intérieure finale (hors stocks) a été plus robuste et a contribué davantage à la croissance du PIB (pour +0,5 point sur ce 4^{ème} trimestre après +0,2 point sur le précédent).

En moyenne sur l'année 2016, l'activité a progressé de +1,1%, soit quasiment autant qu'en 2015 (+1,2%).

La demande intérieure finale (hors stock) a contribué à la croissance du PIB pour +1,9 point après +1,3 point en 2015.

La contribution des variations de stocks a été nulle (après +0,2 point en 2015).

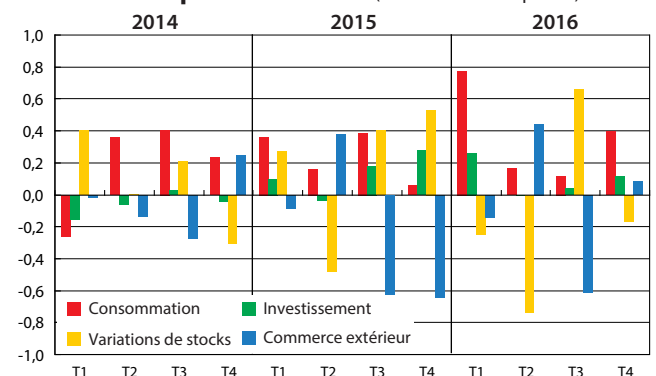
Enfin, le commerce extérieur a, par contre, pesé un peu plus négativement sur la croissance avec -0,8 point (après -0,3 point en 2015).

En prévision au 1^{er} semestre 2017, l'activité poursuivrait sa croissance à +0,3% au 1^{er} trimestre et +0,5 au 2^{ème} toujours portée par la demande intérieure (contribution de +0,4 point pour chaque trimestre).

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Les composantes du PIB (contributions en points)



EMPLOI SALARIÉ MARCHAND - L'emploi poursuit sa hausse au 4^{ème} trimestre 2016 soutenu par les Services, et notamment l'intérim

Source : INSEE

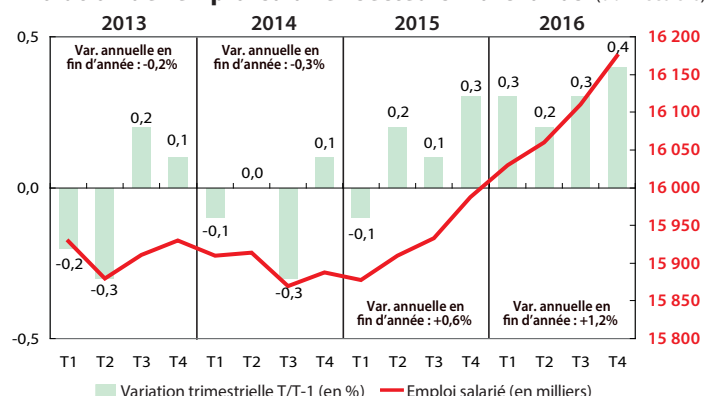
Selon l'Insee, l'emploi salarié marchand s'est établi en progression de +0,4% (+64 400 postes) au 4^{ème} trimestre 2016 comparé au précédent.

Il s'inscrit ainsi en hausse constante depuis le printemps 2015 (7^{ème} trimestre consécutif).

Sur un an, à fin décembre 2016, l'emploi salarié marchand progresse de +1,2%, pour un gain de 187 200 postes.

À fin décembre 2016, la France comptait près de 16,2 millions d'emplois salariés marchands (soit encore 260 000 emplois de moins qu'au T1 2008 le point haut de l'emploi salarié avant crise).

Évolution de l'emploi salarié - secteurs marchands (données cvs)



Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité au 4^{ème} trimestre 2016 (secteurs marchands uniquement)

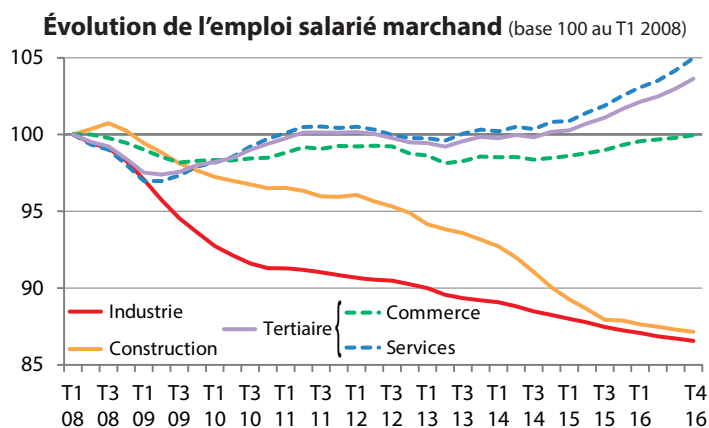
- Dans l'INDUSTRIE, 5 500 emplois ont été détruits (-0,2%), soit des pertes proches de celles constatées sur chaque trimestre depuis le début de l'année 2016 (-6 400 emplois au 1^{er}, -7 800 au 2^{ème} et -5 100 au 3^{ème}). À fin décembre 2016, la France comptait 3,104 millions de salariés dans l'industrie, en recul de -0,8% sur un an (-24 900 postes).

- Dans la CONSTRUCTION/BTP, le repli des emplois se poursuit (-0,2%, perte de 2 200 postes), à un rythme constant (-3 600 emplois au 1^{er}, -2 300 au 2^{ème} et -2 600 au 3^{ème}). À fin décembre 2016, la France comptait 1,306 million de salariés dans le secteur de la construction pour une évolution des effectifs de -0,8% sur un an (soit -10 800 emplois).

- Dans le COMMERCE, les effectifs ont été de nouveau en progression au 4^{ème} trimestre 2016 de +0,2% (gain de 5 300 postes), soit à un rythme légèrement supérieur à celui des 2 trimestres précédents (+3 400 emplois au 2^{ème} et +3 300 au 3^{ème}). À fin décembre 2016, la France comptait 3,052 millions de salariés dans le commerce, en hausse de +0,7% sur un an (+19 900 postes).

- Dans les SERVICES MARCHANDS, la hausse des effectifs a été de nouveau vigoureuse (+0,8%, soit un gain de 66 700 postes), à un rythme encore plus élevé que celui des trimestres précédents (+44 500 emplois au 1^{er}, +36 900 au 2^{ème} et +55 000 au 3^{ème}), soutenue par une vive progression dans l'intérim (+6,1%, pour un gain de 37 600 intérimaires au T4). À fin décembre 2016, la France comptait 8,714 millions de salariés dans les services marchands, en forte hausse de +2,4% sur un an (+203 100 postes, dont +70 200 intérimaires).

En prévision sur le 1^{er} semestre 2017, l'emploi salarié marchand continuerait d'augmenter, de façon un peu plus modérée (environ +81 000 postes), soutenu notamment par l'accélération de l'activité. Dans le détail, l'emploi reculerait à nouveau dans l'industrie (-10 000 postes) tandis qu'il progresserait dans la construction (+4 000 postes) et dans le tertiaire marchand (+87 000 postes, dont +10 000 intérimaires).



CHÔMAGE - Poursuite de la tendance à la baisse

Source : INSEE - DARES

Selon Pôle Emploi, à fin février 2017, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine diminue de -0,1% comparé au mois de janvier, soit 3 500 DE de moins. Ce repli intervient après une très légère hausse enregistrée sur le mois précédent (+800 DE).

Toutes les catégories d'âge sont concernées par ce léger repli sur le mois de février (comparé à janvier) :

- => -0,1% pour les -25 ans (-400 DE)
- => -0,1% pour les 25/49 ans (-2 300 DE)
- => -0,1% pour les +50 ans (-800 DE).

Sur un an à fin février 2017, le nombre de DE en France métropolitaine s'établit en net repli de -3,2%, soit 113 900 chômeurs en moins. À fin février 2017, la France comptait 3,464 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A.

En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2016, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 9,7% de la population active, en baisse de -0,1 point par rapport au 3^{ème} trimestre.

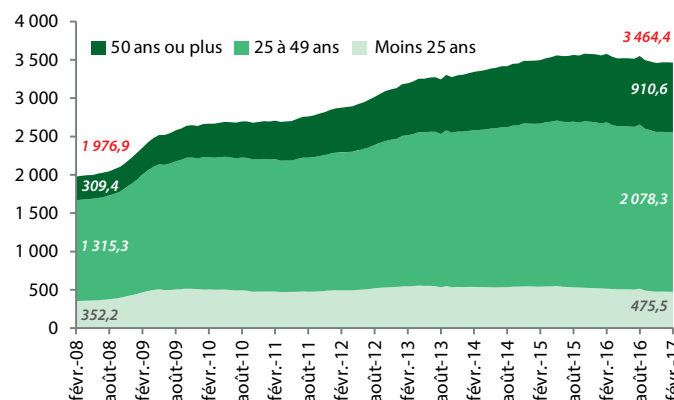
Le taux de chômage recule franchement pour les -25 ans et les +50 ans :

- => taux à 23,3% pour les -25 ans (-1,7 point comparé au trimestre précédent)
- => 9,0% pour les 25-49 ans (+0,2 point)
- => 6,7% pour les +50 ans (-0,4 point)

En prévision sur le 1^{er} semestre 2017, le taux de chômage diminuerait de 0,2 point ; il s'établirait ainsi à 9,5% de la population active en France métropolitaine mi-2017.

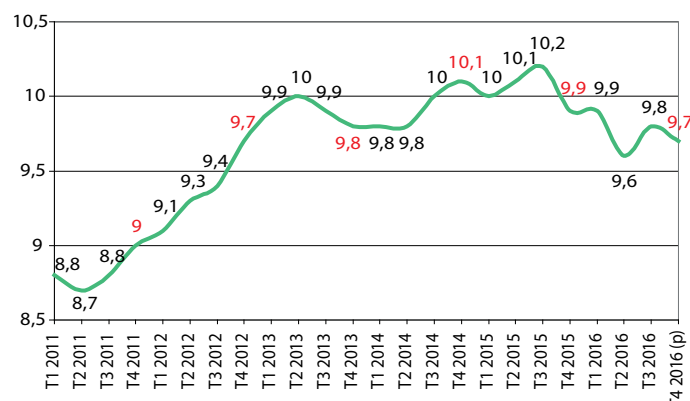
Demandeurs d'emploi de catégorie A

(France métropolitaine - en milliers)



Taux de chômage en France métropolitaine

(en % de la population active - au sens du BIT)



NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée

- Challans-Gois-Communauté
- Communauté de communes de l'Île de Noirmoutier
- Olonne-sur-Mer
- Pays de Fontenay-Vendée
- Roche-sur-Yon-Agglomération
- Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Terres de Montaigu

- SEM les Sables d'Olonne Développement
- Société Publique Régionale Pays de la Loire

- Conseil Départemental de la Vendée

- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- CAVAC
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS PSV Distribution
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- ICES
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- OCF
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD

OESTV



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr